

# LA LIBERTÉ

## AVIS

Les trois éditions du numéro extraordinaire que la *Liberté* a publié le 2 janvier, contenant la Nomenclature chronologique de tous les événements qui se sont succédés en France et à l'étranger, pendant les dix-huit derniers mois — du 15 juillet 1870 au 31 décembre 1871 — étant épuisées, nous croyons devoir publier cet intéressant travail sous forme de brochure, et en y faisant des adjonctions destinées à le rendre absolument complet dans toutes ses parties.

Cette brochure, qui contiendra 80 pages in-8°, sur beau papier, est en ce moment sous presse. Elle sera mise en vente, au prix de 50 centimes, à l'administration de la *Liberté*, rue Montmartre, 146, dans les kiosques et chez les libraires.

Les demandes peuvent être dès à présent adressées à l'administration de la *Liberté*.

## LES TÉLÉGRAMMES

### DE LA NUIT ET DU MATIN

#### France

Bordeaux, 16 janvier.

Une délégation de l'Association contre le rétablissement des droits sur les matières premières, part ce soir pour Versailles, et une nombreuse délégation du comité du libre-échange partira demain.

#### Allemagne

Berlin, 16 janvier.

La *Gazette de la Croix* apprend que l'acceptation de la démission présentée par M. de Mülher, ministre des cultes, n'est pas douteuse. Le successeur de M. de Mülher n'est pas encore désigné. De tous les candidats dont le nom a été prononcé, M. Falk est le seul dont la candidature puisse être considérée comme sérieuse. Relativement au motif de la démission présentée par M. de Mülher, la *Gazette de la Croix* allègue que M. de Mülher avait acquis la conviction que sa position était devenue, à tous égards, intenable.

La *Gazette de la Croix* déclare dénué de fondement le bruit d'après lequel il devrait être procédé, d'ici à quelques jours, à la répartition des dotations allouées aux généraux.

#### Angleterre

Londres, 17 janvier.

La reine ouvrira le Parlement en personne. Des désordres ont en lieu hier soir à Knightsbridge (Londres). Des républicains ont été irrégulièrement dans un meeting tenu par des *loyalists*, ont expulsé le président et fait évacuer la salle en chantant la *Marseillaise*. Les agents de police sont restés dehors sans intervenir.

#### Autriche

Vienne, 16 janvier, soir.

La *Gazette officielle*, de Vienne, publie une lettre autographe de l'empereur nommant M. Holnagel ministre des finances de l'empire et lui conférant l'ordre de la Couronne de fer de première classe.

Une autre lettre autographe de l'empereur nomme le baron Pretis ministre des finances pour les pays cisleithans.

#### Espagne

Madrid, 16 janvier, soir.

La circulaire relative à l'ordre public a été lue aujourd'hui au conseil des ministres; elle paraîtra demain dans la *Gazette officielle*.

La frégate la *Namancia* partira vendredi pour Cuba.

(Agence Havas.)

PARIS, MERCREDI 17 JANVIER 1872

## LA JOURNÉE POLITIQUE

L'Assemblée, dans la séance d'hier, sans parvenir à clore la discussion générale, on ce qui touche l'impôt sur les matières premières, a fait faire un pas nouveau à l'antagonisme qui s'était déjà si fermement accusé, dans la séance précédente, entre les idées adoptées par l'opinion presque générale du pays et les idées pressenties par MM. Thiers et Pouyer-Quertier.

Nous renvoyons nos lecteurs, pour l'analyse et le commentaire des discours qui ont été successivement prononcés, à notre *Correspondance* de Versailles. Mais, s'il était encore nécessaire de démontrer l'improductivité réelle et l'influence funeste des impôts officiels, nous croyons que les arguments, malheureusement trop évidents, présentés par MM. Joubert et Dussausoy auraient contribué à chasser les derniers doutes à ce sujet.

Comme l'a dit M. Joubert, la taxe sur les matières premières est un système économique comparable à l'action du sauvage dont parle Montesquieu, qui couperait l'arbre à sa racine pour en recueillir les fruits. Pour percevoir 5 millions, le gouvernement impose à l'industrie française une charge nouvelle de 20 millions. Or, les intérêts du consommateur, aussi bien que ceux de la politique, commandent de ne pas laisser s'allonger notre production intérieure et frapper de mort notre commerce d'exportation.

Les ressources immobilières de la France, la fécondité de son capital agricole, qu'on a raison de présenter comme inépuisable, ne saurait suffire par elle-même à acquitter les échéances considérables de la dette étrangère. Notre stock en métal ou en créances-actions est nécessaire pour donner à ce capital une valeur représentative et négociable, et peut seul accomplir le rôle de la perspective grève notre budget. Restreindre le marché de nos exportations, le fermer et l'étouffer peut-être c'est compromettre directement la formation et l'acquisition des moyens, par lesquels notre libération définitive pourra s'opérer.

Le journal *l'Ordre* s'étonne de ne point trouver à l'*Officiel* le décret par lequel le ministre de l'intérieur doit convoquer les électeurs corses pour l'élection qui tient suspendus sur la France les destinées du parti bonapartiste, en la personne de M. Rouher. Le 17 janvier est, en effet, le dernier terme du délai de convocation adopté par la jurisprudence ministérielle, en vertu du décret de 1852 sur la matière.

Nous ne saurions que répéter à ce propos ce que la *Liberté* s'est constamment efforcée de faire entendre dans toutes les questions de cette nature, où la fortune des partis semblait s'incarner dans celle des personnes et accroissait ou diminuait ses chances, suivant que ces dernières étaient grandies ou rapetissées par les fluctuations de l'opinion politique. Le Gouvernement n'a pas d'ailleurs cherché bien loin un exemple pour se convaincre de la logique de ces déductions. Pourquoi les princes d'Orléans ont-ils pu écrire à leurs électeurs en style de prétendants et franchir le seuil de la représentation comme s'ils portaient avec eux un péril redoutable pour le gouvernement établi? Parce que M. Thiers leur avait fait consentir des conditions et signer des engagements qui les mettaient en dehors de la loi commune.

M. Casimir Périer adresse aux préfets une circulaire pour leur indiquer les diverses méthodes de répartition qu'ils pour-

ront choisir pour l'indemnité de 100 millions votée, par l'Assemblée nationale, le 6 septembre 1871, en faveur des victimes de la guerre dans les départements. Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'urgence de cette mesure, et sur le caractère d'équité parfaite qui doit y présider.

DU

## DROIT DE LA MAJORITÉ

« 2<sup>e</sup> P. S. — Ce second post-scriptum est une réponse collective aux lettres qui me sont adressées à l'occasion du premier.

« *Minorité aujourd'hui, majorité demain; majorité aujourd'hui, minorité demain*: voilà ce que ne devraient jamais oublier, à quelque parti qu'ils appartiennent, les membres d'une Assemblée législative.

« Indépendant des cinq gouvernements que j'ai vu se succéder en France, je n'ai été l'irréconciliable d'aucun d'eux : — Monarchie traditionnelle, Monarchie constitutionnelle, République de droit, Empire deuxième, République de fait, — et, loin de m'en accuser, je m'en enorgueillis, car toute autre conduite m'eût associé, ne fût-ce que par des vœux, à une conspiration ou à une insurrection quelconque, ce qui, pour l'honneur de ma vie politique, ne m'est jamais arrivé.

« Je dois aux Anglais et aux Américains le principe dont j'ai fait ma règle : selon eux et selon moi, les gouvernements de fait sont les gouvernements de droit, à la condition qu'ils se légitiment par leurs œuvres. La sanction de cette légitimité est leur durée. Si la République, rétablie pour la troisième fois, n'existait pas en France, je n'érigerai pas en principe qu'il faut la proclamer; mais elle existe. Je suis d'avis, en haine et en mépris des révolutions, qu'on ne doit rien négliger pour que, République de fait, elle devienne République de droit.

« On la République existe, ayant pour fondement le suffrage universel, la majorité — majorité électorale et majorité législative — n'a pas d'autre droit que celui de dire, sous un titre quelconque, un chef de l'Etat, que pourra régulièrement changer la minorité le jour où, à son tour, elle sera devenue la majorité. Lorsque, par exemple, la majorité conservatrice a élu un candidat conservateur président de la République, elle a épuisé son droit, tout son droit; si elle allait plus loin, elle l'exécuterait, elle l'outrepasserait.

« Donc, la majorité de l'Assemblée nationale élue le 8 février 1871 a eu le droit de voter immédiatement le décret du 17 février, qui a nommé M. Thiers « Président de la République française », et deuxième décret du décret du 31 août suivant, qui lui a donné le titre de « Président de la République française », avec cette attribution : « Il continuera d'exercer, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, tant qu'elle n'aura pas terminé ses travaux », les fonctions qui lui ont été dévolues » par décret du 17 février 1871. » Mais logiquement, à moins de cesser d'être conservatrice et de devenir révolutionnaire, à moins d'assumer sur elle la très grave responsabilité d'une guerre civile, allumée au nom du suffrage universel faussé et de la souveraineté nationale violée; enfin, à moins de commettre un acte flagrant d'usurpation, l'Assemblée élue ne pouvait démolir la République pour reconstruire à sa place une des trois monarchies héréditaires tombées l'une le 29 juillet 1830, l'autre le 24 février 1848, et enfin la

troisième le 4 septembre 1870. La preuve que l'Assemblée a été retenue par le frein de sa conscience, plus fort que l'entraînement de ses passions et de ses opinions, c'est qu'ayant en février et en juin derniers le pouvoir de proclamer une monarchie, elle ne l'a pas fait; et elle a très sagement fait, car elle n'eût pu relever la Monarchie de 1814 sans abaisser la Monarchie de 1830, ni la Monarchie de droit révolutionnaire sans condamner la Monarchie de droit divin, et sans fouler aux pieds le principe de la souveraineté nationale dont le plébiscite du 8 mai 1870 a été la libre et suprême expression. Ainsi, sur quel nom que se fût arrêté le choix de l'Assemblée, Henri V, Louis-Philippe II ou Napoléon III, ce choix eût été vicieux et vicieux, attaquant et attaqué.

« Si cela est vrai, si cela est incontestable, la majorité et la minorité de l'Assemblée ne devraient plus différer que sur la meilleure conduite à tenir et les meilleures lois à faire pour fonder inébranlablement une République qui garantisse à tous les Français indistinctement la sécurité, l'ordre et la liberté; si cela est vrai, la majorité devrait s'unir solennellement à la minorité pour mettre unanimement hors de cause, au nom du suffrage universel et au nom de l'égalité devant le scrutin, les trois partis monarchiques : — Monarchie de droit divin, Monarchie de droit révolutionnaire et Monarchie impériale de droit mixte. Vraiment nationale serait l'Assemblée qui s'immortaliserait dans l'histoire par cet acte patriotique!

« Quel grand et heureux jour ce serait pour notre malheureux pays! A combien d'anxiétés et de défiances il mettrait fin, car aucun dote ne subsisterait plus sur le pavement pontifical, à heure fixe, le 2 mars 1874, des trois milliards que nous n'avons plus que vingt-cinq mois pour acquiescer, par le travail, et amasser par l'épargne!

« La nuit du 4 août 1789 est justement restée célèbre dans nos annales par la glorieuse initiative qui a illustré le nom du vicomte de Noailles, du duc d'Aiguillon, de Leguen de Kerengal, du marquis de Foucault, du duc de Guiche, du duc de Mortemart, du vicomte de Beaumais, du duc du Châleat, du vicomte Mathieu de Montmorency, etc.

« En 1872, il ne s'agit plus d'affranchir du servage féodal une partie de la nation française; il s'agit de délivrer de l'occupation étrangère le sol français qu'elle a inondé de sang et converti en ruines; il s'agit de recouvrer ce que nous a fait perdre l'infidélité de la victoire; il s'agit de recouvrer notre indépendance nationale!

« La proposition irréfutable et, intempérative de M. Ernest Picard a eu le sort qu'elle méritait, elle a avorté; mais combien serait différent le sort d'une déclaration solennelle que M. le duc d'Aumale viendrait faire à la tribune de l'Assemblée nationale, déclaration par laquelle il annoncerait, au nom des princes d'Orléans, M. le comte de Paris en tête, que tous désavouent toute prétention dynastique et acceptent hautement, sincèrement le droit électif dans toute sa rectitude exclusive du droit héréditaire!

« Quel immense et sympathique retentissement aurait en France, dans tous les cœurs français, une telle déclaration! Dans quel désarroi elle commencerait par jeter tous les partis, mais aussi quelle force elle finirait par donner à l'opinion conservatrice que ne diviserait plus les appellations de *Legitimistes*, d'*Orléanistes* et de *Bonapartistes*!

« La logique nous ramènerait ainsi à la conciliation et la conciliation à la prospérité, par la stabilité dégagée des nuages qui la voilent.

« Toutes les idées justes ne sont pas

grandes, mais toutes les idées grandes sont justes. Je crois que celle que je viens de laisser entrevoir et qui ne serait pas venue si elle n'eût été tout à fait d'accord avec les sentiments de M. le duc d'Aumale, député de l'Oise, et de M. le prince de Joinville, député de la Manche, attestés par leurs admirables lettres de 1848 à 1871, leurs actes conformes à ces lettres et leurs franchises déclarations électorales en janvier dernier serait à la fois juste et grande.

« Le 21 novembre 1852, date du remplacement de la République par l'Empire, — non seulement la France a souffert que les lois qui limitent le droit de la majorité fussent violées; mais elle a couvert cette violation par deux plébiscites; cette funeste violation, la France l'expie maintenant par l'amputation de l'Alsace et de la Lorraine, et le coût de cinq milliards de rançon, plus trois milliards de désastres. N'est-ce donc pas un leçon assez chèrement payée pour que, se renfermant strictement dans son droit, tout son droit, rien que son droit, la majorité en profite et ne renouvelle pas une si coûteuse expérience?

« Plus encore que les Etats, les principes ont leurs frontières naturelles que la prudence, composée d'expérience et de prévoyance, prescrit de respecter scrupuleusement. La majorité est un principe; donc elle a des limites qu'elle ne saurait enfreindre sans le fausser et sans risquer de donner contre elle des armes redoutables. La majorité ne doit faire que ce qu'elle trouverait juste qu'on lui fit si elle était la minorité. Autrement elle ne se nomme plus la majorité, elle se nomme l'excès, jusqu'à ce que l'excès à son tour se nomme le châtiment.

« EMILE DE GIRARDIN. »

## LE BUDGET DE L'OUVRIÈRE

### A PARIS

PAR M. JULES SIMON

Voici comment M. Jules Simon, collègue de M. Pouyer-Quertier, analysait le budget de l'ouvrière privilégiée, de celle qui gagne 2 francs par jour. Si on applique le droit de 20 0/0 aux objets de vêtements indispensables à une ouvrière placée dans ces conditions relativement favorables, on verra à quel point on est loin de la simple augmentation de six sous, donnée par M. Thiers, pour une robe :

... Premièrement, il faut se loger. On sait ce que sont devenus les logements à Paris. Depuis plusieurs années, on perçoit de magnifiques boulevards à travers les rues les plus pauvres; les maisons, élevées en bordure, ressemblent à des palais; la riche bourgeoisie peut à peine les habiter. Le nombre des logements d'ouvriers va en diminuant et en enchevissant; il faut parler de 100 à 120 francs sur la rive gauche, et de 150 francs sur la rive droite pour avoir un cabinet mansardé au sixième étage; une chambre coûte 20, 30 ou 40 francs de plus. L'ancienne banlieue, maintenant annexée, offre encore quelques loyers moins chers; mais, en s'éloignant de l'atelier où elle travaille ou de l'entreprise qui lui donne de l'ouvrage à emporter, l'ouvrière se condamne à une perte de temps importante et à une augmentation de dépense sur la chaussure. Nous mettons donc 100 fr. pour le logement. Quelques-unes d'entre elles ne pouvant supporter cette dépense, se mettent deux dans une petite chambre, qui devient aussitôt insalubre. Vivre ainsi avec une compagne, qui n'est pas toujours une amie, ce n'est plus avoir de chez soi.

Nous ne lui ferons pas porter des haillons, car il faut qu'elle puisse se présenter chez une maîtresse, et puis n'oublions pas que nous parlons d'une ouvrière et non pas d'une mendicant. Nous supposons qu'elle emploie pour ses robes de l'étoffe à 75 centimes le

mètre, les étoffes à 30 et 35 centimes sont trop légères. Elle en usera trois; en comptant 4 francs par robe pour la façon et la fourniture, ce fait 30 francs. Peu importe qu'elle donne sa robe à faire ou qu'elle la fasse elle-même, parce que, dans ce dernier cas, on supprimerait les recettes de six journées. Nous l'avons pour ses 30 francs « vêtue de misérable indienne, et cela même l'hiver », comme dit M. Michelet. Il lui faudra deux tabliers de laine, 4 francs; un corset, 5 francs; quatre bonnets de linge, 8 francs; 50 cols et manchettes, dans l'année, 5 francs 50 centimes. Elle aura un petit chapeau de 20 francs qui lui durera quatre ans, 5 francs. Nous comptons aussi trois paires de bottines, 21 francs; quatre paires de bas de coton et deux paires de bas de laine, 9 francs. Il importe qu'elle soit bien chaussée à cause des courses et du froid dans sa mansarde. Ce n'est pas tout, il faut du linge (toutes n'en ont pas). Nous lui en donnerons bien peu, parce qu'elle achètera de la toile grossière, résistante, et qu'elle prendra sur son sommeil pour le commodiser et le rapécier à outrance. Disons donc pour l'usage annuelle du linge : trois chemises, 9 fr.; quatre jupons, 8 fr.; six mouchoirs de poche (à 60 c.), 3 fr. 60 c.; une paire de draps de lit, 5 fr. Ces différents prix, soigneusement vérifiés, ne diffèrent pas sensiblement des évaluations de M. Leplay, dans les *Ouvriers européens*.

Voilà une garde-robe plus que modeste, qui néanmoins représente par année une dépense de 115 francs 50 centimes. Le blanchissage est assez dispendieux pour une femme, à cause du linge tuyaillé et empesté; si nous ne le portons qu'à 3 fr. par mois, c'est parce que nous supposons que l'ouvrière fera elle-même ses savonnages, et qu'elle profitera des lavoirs publics pour la lessive; enfin, il lui faut de la lumière pendant une grande partie de l'année, si ses journées sont de 10 heures (elles le sont le plus souvent de 12 et de 13 heures); il lui faut un peu de feu ou tout au moins de la braise dans une chaudière pour 5 cent. avec du charbon et de la cendre; ce n'est pas assez pour avoir chaud, c'est assez pour ne pas être positivement gelée. Elle s'éclairera avec une mèche trempée dans l'huile (10 centimes d'huile durent trois heures). Ceci est une économie terrible, car le travail à l'aiguille tire prolonge brûle les yeux; mais qu'y faire? Comptons 36 francs pour le chauffage et l'éclairage, 100 fr. pour le loyer, 115 fr. 50 c. pour le vêtement, 36 fr. pour le blanchissage, cela fait 287 fr. 50 c. Il lui reste 215 fr. 50 c. pour sa nourriture, ou 59 centimes par jour, un peu moins de 12 sous (1).

C'est suffisant pour ne pas mourir de faim. Cependant personne au monde ne peut nier qu'au moindre accident qui viendrait déranger l'équilibre du frêle budget, cette honnête et laborieuse femme va tomber dans la misère. Qu'elle reste une semaine sans trouver d'ouvrage, qu'elle soit malade, qu'elle ait à payer un médecin, des médicaments, c'en est fait; il faut qu'elle s'endette et comment payera-t-elle? Sur quel article fera-t-elle des économies? Où est le superflu qu'elle se retranchera?

En bien? nous avons supposé un salaire de 2 fr. Mais quelle est la femme qui arrive à ce salaire? Ce n'est pas la chemisière, car pour gagner 2 fr., il lui faudrait coudre huit chemises par jour; ni la gantière, car pour gagner 1 fr. 80 c., il lui faudrait coudre six paires de gants par jour; ni la giletière pour confectionner, car pour gagner 1 fr. 70 c., il lui faudrait faire six gilets droits ou six pantalons en un jour. Ce n'est ni la brodeuse, ni la dentellière, ni la frangeuse; ce n'est pas la piqueuse de bottines, car la paire de bottines n'est payée qu'un franc, sur lequel il faut retrancher 15 centimes pour fil et cordonnet. C'est à peine si les ouvrières les plus habiles parviennent à en achever deux paires, et à gagner 1 fr. 70 c. dans une journée de seize heures.

En un mot, voici les faits dans leur inexorable évidence : une ouvrière qui gagne un salaire de 2 fr., logée dans un taudis, médiocrement vêtu, a 59 centimes par jour pour la nourriture, pourvu qu'elle ait le bonheur de se bien porter pendant les 365 jours de

(1) L'Ouvrière de huit ans, ch. II, la Mère.

Bourse du 17 Janvier		Précéd. clôture	Premier cours	Plus haut	Dernier cours	OBLIGATIONS		Précéd. clôture	Dernier cours	Hausse ou baisse
30	0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	Départ. de la Seine.		203	211	8
10	1 1/2 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	Ville, 1835-1860.		205	212	7
10	1 1/2 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1865.		145	148	3
10	1 1/2 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1868.		205	212	7
10	1 1/2 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1871.		205	212	7
10	1 1/2 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
27 30	5 0/0	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
2 50	Emprunt Morgan.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	Oblig. du Trésor.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 RANQUE DE FRANCE.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	CREDIT FONC. DE FRANCE.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	CREDIT FONC. COLONIAL.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	CREDIT AGRI. DE FRANCE.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	CREDIT INDUSTRI. COMM.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	DEPOT. ET COMP. D'ESCOMP.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	CREDIT MOBILIER libéré.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	COMPTEUR D'ESCOMPTE.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	2 50 ORLÉANS.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	NORD.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	3 75 F. R.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	2 50 MID.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	ORLÉANS.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	5 50 CH. DE FER DE L'EST.	95 30	95 35	95 60	95 50	— 1874 libéré.		205	212	7
	— 1/2 janv.-juillet.	95 30	95 35</							



l'année; l'immense majorité des ouvriers reçoivent 50 et même 75 centimes de moins. — Comment vivent-elles ?

Nous donnerons demain le tableau, par le même auteur, aujourd'hui ministre, des logements d'ouvriers à Rouen sous l'ancien régime de la protection.

On y verra que cette protection du travail national ne s'étendait guère aux travailleurs dans la patrie du ministre des finances.

Un courrier est arrivé à l'ambassade de Russie, annonçant l'arrivée du nouvel ambassadeur, le prince Nicolas Orlov, qui viendra prendre possession de son poste vendredi 19 janvier.

A propos de l'arrêté ministériel qui interdit la vente sur la voie publique du *Gaulois* et de la *Constitution*, ce dernier journal fait opportunément les réflexions suivantes à propos du faux frère qui a nom le *Sicéle* :

Ne se prononce pas ; il consacre une seule ligne à l'arrêté du ministre de l'intérieur :

La vente du *Gaulois* sur la voie publique vient, dit-il, d'être interdite (!!!)

De la *Constitution*, pas un mot. L'interdiction de la vente d'un journal républicain sur la voie publique est, aux yeux des républicains du *Sicéle*, une chose si naturelle, qu'ils ne daignent même pas en faire mention.

## LETTRES DE VERSAILLES

17 janvier.

Il est fort aisé de s'apercevoir, que, depuis samedi, la préoccupation qui domine ici toutes les esprits, l'unique intérêt qui absorbe tous les esprits, c'est la préoccupation, c'est l'intérêt de la question de l'impôt sur les matières premières. En wagons, dans les couloirs, dans la salle des Pas-Perdus, dans les bureaux même, on ne parle que de cela, on ne discute que sur cela; on fait trêve sur tous les autres sujets.

C'est incontestablement le principal et le plus durable effet du discours de M. le président de la République. Vous vous rappelez sans doute les fatigues de la Chambre au courant de la semaine dernière, et les marques certaines d'ennui et de dégoût qu'elle avait données à cette discussion qui durait déjà depuis plus de quinze jours. L'intervention de M. Thiers a ravivé l'attention épuisée, rajouté et passionné le débat.

Je m'imagine bien que ce n'était point là le seul résultat qu'il s'en promit. Il a dû se flatter de résoudre la question après lui avoir rendu l'attrait qu'elle avait perdu. C'est en quoi il s'est absolument trompé.

L'impression produite sur l'Assemblée par l'argumentation de M. Thiers était de deux sortes tout à fait différentes.

D'une part, M. Thiers avait démontré, par l'impossibilité des autres systèmes d'impôts, la nécessité de l'impôt sur les matières premières; c'était été le côté brillant de son discours, mais en même temps celui dont le charme devait être le plus éphémère. Dès le lendemain, à la lecture du *Journal officiel*, nos députés se sont aperçus de l'énormité des exagérations de critique auxquelles le procédé oratoire employé par M. Thiers l'avait entraîné à recourir contre ses adversaires.

D'autre part, M. Thiers avait, au moyen d'un singulier déploiement de chiffres, cultivé les arguments opposés par le commerce et l'industrie à l'impôt sur les matières premières. Mais de ces chiffres, battus à leur tour, avant-hier, par MM. Johnston et Buffet; hier, par MM. Montgolfier et Joubert, il ne reste plus rien aujourd'hui.

Il est donc vrai de dire qu'à l'heure qu'il est le seul effet qui subsiste du discours de M. Thiers, c'est ce regain d'animation et de vigueur qu'il a donné à un débat qui se traitait misérablement vers un vote sans conviction.

Je vous ai nommé MM. Montgolfier et Joubert : leurs discours sont, en effet, les seuls importants à lire de la séance d'hier. Ce sont des discours dont la charpente est toute en chiffres, mais qui sont agrémentés de saillies et de traits du meilleur goût. Les chiffres, d'ailleurs, sont fort compétemment et fort habilement travaillés, et la Chambre s'en est montrée non peu plus satisfaite. Chacun de ces messieurs parle au nom d'une industrie spéciale qui l'intéresse tout particulièrement, mais, comme l'a dit fort justement l'un d'eux, qui donc parlerait, sinon les intéressés, dans une question qui touche au commerce et à l'industrie ?

M. Montgolfier démontre d'abord que si l'est vrai qu'une certaine surexécution résulte pour l'agriculture et la sériciculture française des droits considérables qui frapperont les laines et les soies brutes, cette surexécution sera bien équilibrée, attendu que les principaux consommateurs des produits de l'agriculture sont les ouvriers de l'industrie, et que les ouvriers de l'industrie seront forcés de réduire leur consommation dans la proportion de l'augmentation des produits de l'agriculture. M. Montgolfier passe ensuite à l'examen des tarifs et démontre que les drawbacks sur les soies fabriquées, par exemple, ne suffisent aucunement à compenser les droits qu'elles auront payés avant d'être fabriquées. Ici, je vous renvoie au compte rendu. Les chiffres sont très clairement débattus, et fournissent un argument des plus péremptifs.

M. Joubert se place au point de vue des industries du chanvre et du lin; il démontre jusqu'à l'évidence que ces industries seront ruinées par la prétendue protection que le système du gouvernement leur accorde contre les industries étrangères. Lisez tout ce discours : il est merveilleux de clarté et de précision. Vous y trouverez un argument tiré de nos traités de commerce, qui suffit et au-delà, à lui seul, à faire repousser l'impôt.

M. Baragnon, qui monte ensuite à la tribune, y apporte le témoignage du désordre qui règne dans les esprits de la droite. L'orateur entreprend de raconter comment il en est arrivé à adopter le système du gouvernement. Je ne veux pas décolorer le raisonnement qu'il emploie pour prouver que l'impôt sur les matières premières est le plus tolérable parce qu'il se subdivise à l'infini, le plus juste parce qu'il se proportionne à la fortune de chacun, le plus avantageux parce qu'il est favorable à l'agriculture. Ce serait vraiment dommage de vous priver de la grande gâtée où vous montrâtes la lecture des confidences de M. Baragnon.

Avant la séance, il y avait encore, m'a-t-on dit, vingt-cinq orateurs inscrits. Nous n'avons entendu que quatre, en comptant M. Scherer-Kestner, qui n'a parlé que pour les sténographes : reste vingt. Derrière lui est, ce n'est pas à sonhaiter. A l'heure qu'il est, il y a certainement une majorité contre l'impôt des matières premières. Si la discussion se

prolonge, le spectre des quarante-cinq centimes — des quarante-cinq centimes qu'il faudra voter, si on ne trouve rien de mieux, — qui est déjà apparu à bon nombre des membres de la droite, pourrait bien apparaître à d'autres du centre. Et alors, que deviendrait notre majorité ?

## REVUE DES JOURNAUX

L'interdiction de vente sur la voie publique, prononcée contre le *Gaulois* et la *Constitution*, est l'objet d'une appréciation presque unanime dans la presse parisienne. Une fois de plus, le gouvernement s'est l'incriminé et recueilli l'impopularité. Une fois de plus, un ministre qui a le droit de se dire libéral, croit combattre les adversaires de la liberté par des mesures de compression et d'arbitraire, et n'aboutit qu'à leur donner un crédit qu'ils n'avaient pas, un prestige que ni le nombre des talents, ni la situation des partis qu'ils représentent, ne suffiraient à leur valoir.

Le ministre de l'intérieur, dit l'*Avenir national*, vient de donner au *Gaulois* et à la *Constitution* l'attrait du fruit défendu. Peut-être les intérêts pécuniaires de ces deux journaux, mais, à coup sûr, il grandit leur autorité, leur situation, leur influence. Nous comprendrions qu'on supprimât tous les journaux bonapartistes; ce serait un acte de violence; au moins y aurait-il une certaine logique dans cette violence; mais il faut n'avoir aucune conception de l'action de la presse pour ne pas comprendre qu'on fortifie un parti en le baignant à se concentrer, l'intérêt du gouvernement serait qu'il y eût à Paris dix et vingt journaux bonapartistes, se faisant les uns aux autres concurrents, s'affaiblissant les uns les autres, et non point qu'il y ait un seul journal dans lequel viennent se concentrer toutes les forces du parti.

Le gouvernement a déjà succombé, on ne sait pourquoi, l'insolence et l'incolore *Avenir national*, journal consacré, avant tout, aux annonces financières de la maison de banque Huguet et Co; aujourd'hui le gouvernement persécute le *Gaulois*. Qui va profiter de tout cela ? Est-ce le gouvernement ? non, mais les deux ou trois feuilles bonapartistes qui, avant d'être supprimées, ont eu avec plus de modération, partant avec plus de fruit, que les journaux poursuivis. Ce que nous disons pour le *Gaulois*, on peut le dire également pour la *Constitution*.

La réaction inévitable, signalée avec une grande justesse par l'*Avenir national*, ce singulier aveuglement d'un pouvoir qui porte la peine de frapper ses adversaires avec des armes impuissantes et condamnées d'avance, en les grandissant, et qui les rend redoutables pour les avoir réduits, alors qu'il était si simple de les passer sous silence, sans péril pour l'Etat, sans menace pour l'ordre public, — la *Liberté* ne s'est point fait faute de le prédire comme une conséquence infaillible des illusions et des peurs vaines de l'arbitraire, substitué à la logique ferme et clairvoyante de la liberté.

Le *Temps* s'étonne qu'on recoure aux excommunications administratives qui, fussent-elles inspirées par un esprit de justice, sont toujours soupçonnées, et avec raison, d'arbitraire, alors qu'une législation pénale existe pour la répression des délits de presse :

Par arrêté du ministre de l'intérieur, dit-il, la vente des journaux le *Gaulois* et la *Constitution* est interdite sur la voie publique, à Paris et dans les départements. On connaît notre sentiment sur les mesures de ce genre; nous les avons toujours énergiquement combattues sous l'Empire; elles ne nous paraissent pas meilleures sous la République; c'est du pur arbitraire. Il y a une législation de la presse et des tribunaux pour l'appliquer; si l'on croit se trouver en face de délits caractérisés, pourquoi n'y recourt-on pas, au lieu de remettre en vigueur les pratiques du régime déchu ? Nous savons bien que nous sommes toujours en état de siège, dans un état de siège partiel, et, pour ainsi dire, intermittent; mais les mesures de ce genre, nous les avons toujours combattues. Le moment serait venu, de nos intermittences. Le moment serait venu, de nos intermittences, de la faire cesser.

Enfin, il n'est pas jusqu'au *Journal des Débats* qui, malgré la prudence circospecte propre au cercle restreint et choisis des *bonnes gens* dont il est la lumière, ne proteste contre la forme, la forme, comme dirait Bidois, contre la mesure dictatoriale signée par le ministre de l'intérieur.

La mesure prise contre ces deux journaux, dit-il, est strictement légale; mais on ne devait guère s'attendre à la voir appliquer sous un gouvernement dont plusieurs membres ont élevé, du temps de l'Empire, les plus vives protestations contre la répression par voie administrative et par un ministre qui, à plusieurs reprises, a déclaré que les délits de presse devaient être absolument déferés aux tribunaux et n'avoir d'autres juges que la loi. Il y a donc une contradiction entre la loi de 1871; c'est à elle que l'autorité a dû recourir, si elle avait découvert quelque délit dans les articles de ces deux journaux. Est-il donc si difficile de pratiquer au pouvoir les maximes qu'on a professées dans l'opposition ?

Le *Courrier de France*, jugeant les événements regrettables dont la ville de Montpellier vient d'être le théâtre, et M. de Cathelineau la victime, rapproche les tournées et les propagandes légitimistes des tournées et des propagandes radicales dont M. Gambetta a donné l'exemple dans le Midi, et les condamne également, par des réflexions profondément tristes, mais profondément vraies :

Au surplus, dit-il, toutes les lettres reçues du Midi assurent que chacun tend à se précipiter vers les extrêmes. La réaction et le radicalisme y ont une foule de partisans, et l'opinion moyenne et modérée est de moins en moins représentée. Les extravagances et les bruyantes menaces des radicaux confirment les monarchistes dans leurs idées rétrogrades et les y font reculer jusqu'au désir du despotisme. D'autre part, les opinions modérées de ceux-ci est pour les radicaux un prétexte et un encouragement. Les uns sont disposés à se jeter dans les bras d'un sauveur pour échapper aux menaces des autres; les seconds en deviennent plus agressifs et plus audacieux.

C'est ainsi que les deux extrêmes concourent, chacun de leur côté, à l'asservissement du pays, et que la responsabilité des uns comme des autres sera engagée, puisque ceux-ci auront rendu un sauveur nécessaire et ceux-là l'auront appelé.

La commission compétente, par l'organe de M. Bertaud, a déposé son rapport sur la proposition de MM. Tolain, Lockroy et consorts, ayant pour objet l'abrogation des articles 291 à 294 du code pénal et de la loi du 10 avril 1834. Ce rapport conclut à l'adoption du projet suivant, en 18 articles, que nous croyons devoir reproduire à raison de son importance :

**Proposition de loi.**  
Art. 1<sup>er</sup>. — Toute association pourra se constituer sans autorisation préalable sous les conditions établies par les articles suivants.  
Art. 2. — Il devra être fait une déclaration faisant connaître les noms, professions et domiciles des fondateurs et administrateurs; le nom, l'objet et les buts spéciaux de l'association, la destination de ses ressources, le lieu de ses réunions, et les statuts qui doivent la régir.

Art. 3. — Cette déclaration devra être faite au moins quinze jours avant la constitution de l'association, savoir : 1<sup>o</sup> dans le département de la Seine, au préfet de police, et dans les autres départements, au préfet; 2<sup>o</sup> au procureur général de la Cour de ressort, en son parquet, ou au parquet du procureur de la République au même effet.

Art. 4. — Tout changement dans les statuts, toute modification dans le personnel des administrateurs de l'association seront notifiés dans le délai de quinze jours et dans les formes ci-dessus.

La liste complète des associés, avec indication de leur domicile, devra se trouver au siège de l'association, être communiquée au parquet à toute réquisition du procureur général.  
Art. 5. — Sera réputée illégitime toute association ayant pour but : 1<sup>o</sup> de changer la forme du gouvernement établi; 2<sup>o</sup> de mettre obstacle à l'action des pouvoirs publics et d'en usurper les attributions; 3<sup>o</sup> de provoquer, organiser ou subventionner des grèves, ou d'enlever, par un moyen quelconque, la liberté du travail ou la liberté de quelque principe de la morale publique et religieuse, de la famille et de la propriété, ainsi qu'à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 6. — Dans le cas où il résulterait des déclarations prescrites par la présente loi que l'association a l'un des caractères illégitimes déterminés par l'article précédent, le procureur général fera opposition à la formation de l'association, l'opposition sera signifiée au fondateur désigné et au domicile élu en vertu de l'article 3, avec assignation à bref délai devant la première chambre de la Cour, qui statuera toutes affaires cessantes. La constitution d'avoué ne sera pas obligatoire; les actes de la procédure seront valables sans être enregistrés. L'arrêt par défaut sera susceptible d'opposition pendant huitaine, francie après sa signification au domicile élu. Le pourvoi contre l'arrêt ne sera dans aucun cas suspensif; il sera également jugé sans frais et sans que le ministère d'avocat soit obligatoire.

Art. 7. — Si, dans le délai de quinze jours francs après la déclaration faite au parquet, le procureur général n'a pas formé opposition, l'association sera réputée légitime.

Art. 8. — Tout groupe particulier qui se constituerait en dehors du groupe principal d'une association et avec les mêmes statuts, devra faire les déclarations prescrites par l'article 2 de la présente loi, et rappeler la date de la déclaration primitive ainsi que le lieu où elle a été faite. Il fera connaître, en outre, les administrateurs ou directeurs ayant autorité sur le groupe déclarant. En cas de parfaite conformité des statuts, il n'aura pas lieu d'opposition de la part du procureur général. Les prescriptions de l'article 4, seront également applicables aux groupes particuliers.

Art. 9. — Les fondateurs ou administrateurs des associations non secrètes qui n'auront point fait les déclarations prescrites par la présente loi, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de 50 francs à 1,000 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines prononcées au paragraphe 2 de l'article suivant.

Art. 10. — Les administrateurs des associations, qui, après avoir fait les déclarations requises, auront poursuivi un objet étranger à leurs statuts, seront condamnés à une amende de 50 à 500 francs.

Ceux des membres qui auraient pris part aux faits incriminés seront punis de la même amende. Si l'objet poursuivi par l'association est l'un des buts illégitimes énumérés à l'article 5, les peines seront, pour les directeurs ou les administrateurs, de six mois à cinq ans d'emprisonnement et de 500 à 10,000 francs d'amende, et pour les membres ayant pris part aux faits incriminés, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 100 à 5,000 francs d'amende. Les tribunaux pourront, dans ce dernier cas, prononcer, en tout ou partie, l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, pour une période de deux à cinq années; ils auront, en outre, la faculté de prononcer la suppression de la société.

Art. 11. — Si la société dissoute se reconstitue avec ou sans dénigrement, les membres qui auront reconstitué seront punis, selon les cas, des peines portées par l'article 9 et l'article 12, et le maximum de ces peines devra leur être appliqué; la société sera dissoute de plein droit.

Art. 12. — Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'un emprisonnement de six mois à deux ans. Les propriétaires et principaux locataires qui auront sciemment fourni des lieux de réunion à ces sociétés seront punis de la même peine que les associés.

Art. 13. — La société secrète a poursuivi l'un des buts illégitimes énumérés à l'article 5, les tribunaux pourront, dans ce dernier cas, prononcer, en tout ou partie, l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, pour une période de deux à cinq années; ils auront, en outre, la faculté de prononcer la suppression de la société.

Art. 14. — Toute association régulièrement constituée pourra valablement contracter à titre onéreux. Toutefois, sa capacité d'acquiescence des immeubles en France pourra être limitée par une loi qui n'aura aucun effet rétroactif sur les faits accomplis. Elle ne pourra acquiescer à titre gratuit qu'autant qu'elle y sera autorisée et ce conformément aux dispositions qui régissent les établissements publics.

Art. 15. — En cas d'extinction ou de suppression d'une association légalement établie, les biens acquis par elle à titre gratuit feront retour aux directeurs et aux parents au degré successible des donateurs et des testateurs.

Art. 16. — Les dispositions contraires à la présente loi et notamment la loi du 10 avril 1834, l'article 13 de la loi du 24 juillet 1868 ainsi que les articles 291, 292, 293 et 294 du code pénal tant qu'ils sont applicables aux associations, sont et demeurent abrogés.

**Disposition transitoire**  
Art. 17. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux associations déjà existantes. Ces associations devront en conséquence fournir les déclarations exigées par la présente loi, dans le délai d'un an, pour les associations légalement autorisées, et de deux mois pour toutes autres.

**Règlement pour l'Armée**  
DE LA CAMPAGNE DE 1870-1871

**Circulaire du ministre de la guerre**  
Le ministre de la guerre a adressé le 5 janvier la circulaire suivante aux généraux commandant les divisions militaires :

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai arrêté les dispositions ci-après, relativement à l'application du bénéfice de la campagne contre l'Allemagne :

1<sup>o</sup> La campagne contre l'Allemagne sera comptée comme une campagne distincte. Les associations d'armées actives et réunies de troupes organisées en 1870-71, en vue des opérations militaires, et à ceux des militaires et assimilés qui étaient, pendant la campagne, présents à leur corps ou en exercice dans leurs fonctions dans les départements envahis ou dans les départements occupés par les armées allemandes, en exécution du décret du 14 octobre 1870, rendu par la délégation du ministère de la guerre à Tours.

2<sup>o</sup> La campagne contre l'Allemagne a commencé le 1<sup>er</sup> septembre 1870.

3<sup>o</sup> Les militaires et assimilés qui ont été faits prisonniers de guerre, ou qui ont été internés en Allemagne, ou qui ont été déclarés en état de guerre, le jour de la réception de l'ordre ministériel prescrivant la mobilisation ou le départ.

4<sup>o</sup> Pour les corps de troupes de toutes armes, pour les fractions de corps de toutes armes, appelées à servir activement dans les corps de marche, et pour les officiers sans troupe, les fonctionnaires ou employés militaires stationnés à Paris, le 30 août 1870 (décision ministérielle du 31 août 1870); et pour les militaires et assimilés stationnés dans les départements envahis ou dans ceux qui ont été déclarés en état de guerre, le jour de l'ennemi s'est trouvé à moins de 100 kilomètres du département;

5<sup>o</sup> Elle a fini le 7 mars 1871 pour les militaires et assimilés désignés, à l'exception de ceux qui ont été prisonniers en Allemagne ou internés en Allemagne, pour lesquels elle finit le jour de leur retour sur le territoire français.

6<sup>o</sup> Une décision ministérielle réglera ultérieurement l'application de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 14 avril 1871, aux termes duquel « doit être comptée comme campagne de guerre toute opération militaire à l'intérieur du territoire français ayant pour but le rétablissement de l'ordre et la défense de la société. »

7<sup>o</sup> Mais, en tout état de cause, en vertu de l'article 7 de la loi du 11 avril 1831, cette campagne ne sera pas comptée pour la retraite à ceux admissibles au bénéfice de la campagne contre l'Allemagne.

8<sup>o</sup> Recevez, etc.

Le ministre de la guerre.  
Général de Cissey.

D'après cette circulaire, les départements envahis sont les suivants : Aisne, Ardennes, Aube, Bas-Rhin, Cher, Doubs, Côte-d'Or, Eure, Eure-et-Loire, Haute-Marne, Haut-Rhin, Haute-Saône, Jura, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Somme, Vosges, Yonne.

Les départements déclarés en état de guerre sont les suivants : Ain, Allier, Creuse, Calvados, Deux-Sèvres, Haute-Vienne, Ille-et-Vilaine, Indre, Isère, Loire-Inférieure, Loire, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Nièvre, Nord, Rhône, Vendée, Vienne.

La circulaire ajoute que dans les départements du Morbihan, du Finistère et des Côtes-du-Nord, les militaires appartenant aux compagnies de gendarmerie qui ont été mobilisées en exécution du décret du 20 décembre 1870, rendu par la délégation du ministère de la guerre en province, ont été admis à compter une campagne (décision ministérielle du 8 juin 1871).

**LES VICTIMES DE LA GUERRE**  
Répartition de l'indemnité de 100 millions

Le ministre de l'intérieur vient d'adresser la circulaire suivante aux préfets des 34 départements compris dans la répartition de l'indemnité de 100 millions alloués par la loi du 6 septembre 1871 :

Monsieur le préfet, M. le ministre des finances vient de me faire connaître que la somme de 100 millions allouée par la loi du 6 septembre dernier, à titre de dédommagement aux victimes de la guerre, serait mise à ma disposition dans les délais suivants :

20 millions seront payés le 5 janvier 1872.  
20 — — — le 15 mars 1872.  
20 — — — le 15 mai 1872.  
20 — — — le 15 juillet 1872.  
20 — — — le 5 octobre 1872.

Les sommes allouées à votre département par la loi du 6 septembre 1871, sont donc ordonnées par mon administration aux époques ci-dessus spécifiées. Je viens de procéder à l'ordonnement du premier terme, et vous pouvez, dès à présent, mandater au profit des ayants droit la somme de

Le gouvernement aurait voulu pouvoir distribuer en une seule fois et immédiatement les 100 millions; mais en présence des charges énormes qui grèvent le Trésor, il s'est trouvé dans la pénible nécessité de prendre des délais, peu éloignés il est vrai, pour faire face aux engagements contractés par l'Assemblée nationale.

Il m'entreprend, sans doute, dans votre pensée de procéder de la même manière à l'égard des communes et des particuliers compris dans la répartition, c'est-à-dire de morceler leurs créances en cinq fractions correspondant aux cinq mandats distincts. Un pareil mode de procéder occasionnerait à vos bureaux un travail considérable, sinon impossible.

Il convient donc de rechercher une combinaison qui permette, autant que possible, de satisfaire tous les intérêts, et dont l'exécution n'entraîne pas des lenteurs insupportables d'un travail trop compliqué.

Deux moyens peuvent, à mon avis, être employés, concurremment ou séparément.

La commission départementale mettrait d'abord en réserve une somme d'une certaine importance pour faire face aux cas imprévus, aux dépenses nécessaires par la répartition, à celles résultant du fonctionnement de la commission départementale chargée d'arrêter le chiffre définitif des pertes.

Le reliquat serait ensuite réparti de la manière suivante :

La commission départementale, d'accord avec vous, diviserait en cinq catégories les personnes et les communes comprises dans l'état de répartition qu'elle a dû arrêter. Ces catégories seraient déterminées par le degré d'intérêt qu'il s'attache à la situation des ayants droit : la première catégorie, comprenant les personnes les plus nécessiteuses et les communes les plus opprimées, prendrait seule part à la répartition de la somme mise à votre disposition à partir du 5 janvier; dans la deuxième catégorie seraient rangés ceux dont la situation est moins intéressante : vous les feriez participer à la distribution des crédits ouverts le 5 mars et ainsi de suite.

Par ce moyen chacun recevrait en une seule fois ce qui lui a été alloué, mais à des époques plus ou moins éloignées, suivant sa situation de fortune. Vous n'auriez ainsi à délivrer qu'un nombre de mandats égal à celui des parties prenantes.

La deuxième combinaison placerait tous les intéressés sur le même pied; elle exigerait un travail assez long au début, à peu près nul par la suite.

La commission départementale constituerait d'abord la réserve dont il a été parlé plus haut. Les dépenses de l'espèce seraient ordonnées directement, dans la forme ordinaire et dans la mesure des crédits restant disponibles.

La commission procéderait ensuite à la répartition du reliquat, au mode n° 1 ci-dessus, et donnant les indications suivantes : 1<sup>o</sup> un numéro d'ordre à série continue; 2<sup>o</sup> le nom et prénoms des ayants droit; 3<sup>o</sup> leur résidence; 4<sup>o</sup> la somme allouée à chacun d'eux; 5<sup>o</sup> la date de la remise au trésorier par le chef du mandat dont il sera parlé ci-après.

Au vu de cet état, dûment arrêté par la commission départementale, vous délivrerez à chaque individu qui y serait inscrit (particulier ou commune), un mandat de paiement conforme au mode n° 2 ci-joint. Ce mandat, constatant le droit à l'indemnité et les époques de paiement, serait signé par vous et par le secrétaire de la commission chargée de vous assister dans la répartition, qui prendrait note de ses virements sur un état semblable à celui indiqué sous le n° 1. Il porterait le timbre de la préfecture et celui de la commission précitée.

Pour faciliter les calculs, la division de la somme due s'opérerait de la manière suivante : les quatre premiers termes d'un état de répartition de 187 fr. 95 cent. seraient de 173 fr. 95 cent. le dernier de 177 fr. 95 cent.

Les mandats, classés par perception et accompagnés d'un état conforme au mode n° 3, ainsi que d'une ampliation authentique de l'état n° 1, seraient adressés au trésorier payeur général du département, qui, après en avoir pris charge, les transmettrait aux percepteurs; ces comptables seraient chargés d'en effectuer la remise aux parties, qui en donneraient reçu, et d'en effectuer le paiement aux époques déterminées.

Vous remarquerez, monsieur le préfet, qu'à ces mandats sont joints quatre coupons correspondant aux diverses échéances. J'ai pensé que cette division de la créance prêterait d'utiles services. Les paiements auraient lieu sur la simple remise du coupon, mais à la condition que la partie représentée en même temps le titre nominatif, et que le percepteur en détache lui-même le coupon, afin de pouvoir arrêter le paiement, au cas où des oppositions auraient été signifiées en temps utile.

Quant au paiement du terme définitif, il serait fait au vu du mandat de paiement rendu par la partie et acquitté au verso. Les mandats relatifs aux communes seraient remis aux receveurs municipaux, qui les encaisseraient de la même manière que les traites de coupes de bois.

Si la dernière combinaison que je viens de vous exposer vous paraît préférable à la première, je vous prierais de m'en informer sur-le-champ. Pour accélérer l'opération, je m'occuperai de l'impression des formulaires, et je serai en mesure de vous envoyer, à bref délai, le nombre qui vous sera nécessaire. Pendant ce temps, la commission départementale arrêtera définitivement l'état n° 1, et, en quelques jours, vous recevrez les imprimés auxiliaires que vous choisirez avec soin, l'opération serait conduite à bon terme.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le ministre de l'intérieur,  
CASIMIR PÉRIER.

La chambre de commerce de Marseille proteste contre la nouvelle loi d'impôts sur les matières premières : l'adoption de cette loi serait la ruine du commerce et de l'industrie. La chambre demande de remplacer ces droits par deux décimes sur les sels de consommation, sauf ceux destinés à l'agriculture et, au besoin, des fractions de décimes sur les quatre contributions directes. Elle demande dans tous les cas que la nouvelle loi soit renvoyée à une commission qui entendrait les chambres de commerce.

En outre, un vaste pétitionnement, dans le même sens, s'est organisé presque spontanément à Marseille.

La chambre syndicale du commerce de la soierie lyonnaise a, de son côté, protesté à l'unanimité contre tout droit sur les matières premières, et plus particulièrement contre le droit avec drawback.

Enfin, le *Salut public*, de Lyon nous apprend que le conseil municipal s'est réuni avant-hier soir et hier matin pour formuler des protestations énergiques, et le conseil général du Rhône, convoqué d'urgence, a dû se réunir également hier.

Des dépêches pressantes ont été envoyées aux députés du département, en vue de stimuler leur zèle et d'éclairer le gouvernement sur les dangers de la situation.

A Saint-Etienne, dit encore le *Salut public*, le maire est parti en toute hâte pour Versailles, où il va déclarer que si les projets de M. Pouyer-Quertier ne sont pas radicalement modifiés, il ne répond plus de la tranquillité publique.

Le gouvernement italien est en instance auprès du gouvernement français pour obtenir l'établissement d'un train direct entre Paris et Turin. Jusqu'à présent, assure le *Journal de Nice*, ses démarches se sont brisées devant la force d'inertie de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, de telle sorte que l'ouverture du Mont-Cenis n'a pas modifié sensiblement la durée du trajet entre Paris et Turin.

**LES ACTES OFFICIELS**  
Sont annulés deux délibérations du conseil général de Constantine, en date des 15 et 23 décembre 1871.

**L'EMPRUNT MUNICIPAL DE 1871**  
TIRAGE DES OBLIGATIONS

**Avi**  
Le samedi 20 janvier courant, à onze heures précises du matin, il sera procédé publiquement, à l'hôtel de ville (salle Saint-Jean), au 1<sup>er</sup> tirage définitif des obligations à rembourser pour l'amortissement de l'emprunt municipal de 1871.

A ce tirage il sera extrait de la roue, conformément au tableau d'amortissement annexé au cahier des charges et conditions dudit emprunt, les 1,160 numéros qui composaient les 116 séries extraites au tirage du 10 janvier 1872.

Les 88 premiers numéros donnent droit, dans leur ordre de sortie, aux lots ci-après :

(1) Une allocation de 863 fr. 75 cent. serait ainsi divisée : les quatre premiers termes seraient de 172 fr., le cinquième de 175 fr. 75 cent.; les quatre premiers termes d'un état de répartition de 187 fr. 95 cent. seraient de 173 fr., le dernier de 177 fr. 95 cent.

(2) Les consommateurs furent un peu surpris de ce nouvel arrivage, qui brisa la devanure. Le cocher, jeté sur le pavé par la secousse, en a été quitte pour une légère contusion. Fort heureusement qu'il n'y avait personne dans la voiture.



## ENCORE UN !

On se rappelle le triste sort du théâtre des Folies-Marigny, qui fut un beau jour, il y a de cela deux mois, fermé boutique avec une somme de six francs cinquante en caisse. Tel est, ou à peu près, le cas des Folies-Nouvelles qui viennent de fermer. M. Manasse, ne voyant pas d'issue à l'impasse dans laquelle il s'était fourré, a renoncé à la lutte en avisant ses artistes par une circulaire de se présenter à une adresse qu'il leur indiquait, chez un homme d'affaires. Là, dit la circulaire, leurs intérêts seront sauvegardés dans les meilleures conditions. On voit d'ici la figure des artistes, qui ne s'attendaient nullement à cette nouvelle, quoique les appointements de tous fussent en retard. C'est, nous dit-on, M. Huard, propriétaire de la salle, qui va prendre la direction des Folies-Nouvelles. Il leur rendrait leur ancien nom de Théâtre-Déjazet.

## UN PUGILAT

Il faut avoir vu Grégoire Planché et Lavièvre aux prises hier soir à la porte du marchand de vins de la rue Myrrha, pour se faire une idée exacte du noble jeu du pugilat. Les coups de poing pleuvaient dru comme grêle et résonnaient sourdement. Enfin Grégoire tomba : il venait d'être littéralement assommé par son rival. On le releva baignant dans son sang, le maxillaire supérieur et la pommette de la joue droite brisés et l'épaule démise. On le transporta à la pharmacie qui se trouve à l'encoignure des rues Myrrha et Luz, où il reçut les premiers soins. M. Mignier, commissaire de police, le fit ensuite diriger sur l'hôpital de la Charité, où il fut admis d'urgence.

## INCENDIE PAR LE PÉTROLE

Un violent incendie s'est manifesté hier, vers sept heures et demie du soir, dans les caves d'un marchand épicerie établi rue du Pont. Il avait été occasionné par des fûts d'huile de pétrole, auxquels le feu avait pris en igne comme.

A la première alerte, les pompiers sont arrivés promptement, avec une pompe, qu'ils ont immédiatement manœuvrée. Bientôt ils se sont aperçus que les toits d'eau qu'ils envoyaient sur le foyer ardent ne faisaient qu'étendre son champ d'activité, et ils ont reconnu que l'incendie était dû à l'huile de pétrole.

Alors, il se sont empressés de faire venir des tonneaux de sable et de terre mouillée, grâce auxquels les flammes qui pouvaient occasionner de grands dommages, ont été promptement réprimées.

## OBSÈQUES DE M. TAPIÉ. — LES FRANCS-MAÇONS

Hier matin on eut lieu, au cimetière Montmartre, les obsèques de M. Jean Tapié, notre collaborateur. M. Tapié, qui n'avait en effet été inhumé que provisoirement, a été exhumé et réenterré par les soins de la loge de francs-maçons à laquelle il appartenait. Cette loge est celle des Coeurs-Unis. Un grand nombre de dignitaires de cette loge assistaient à la cérémonie. Après quelques prières sur la tombe, M. Perduval, vénérable de la loge des Coeurs-Unis, a prononcé une courte allocution. Il s'est ensuite tourné vers les francs-maçons.

— Gémissons ! s'est-il écrié, gémissons ! Tous les francs-maçons ont répété : « Gémissons ! gémissons ! » en se frappant l'avant-bras gauche de la main droite. Tous ont ensuite jeté sur le cercueil des petits bouquets d'immortelles. La cérémonie funèbre qui a, ainsi qu'on le voit, été entièrement célébrée suivant le rite maçonnique, a été terminée par un discours de M. Dalsace, membre de la loge des Coeurs-Unis.

## UN COUPLE DE FAUSSEAIRES

Hier, un monsieur et une dame convenablement vêtus se présentèrent dans un magasin en vogue du quartier Saint-Denis, et demandèrent à voir diverses étoffes qu'on s'empressa de leur montrer. Ils firent plusieurs échantillons, et après avoir fait faire un paquet assez volumineux qu'ils recommandèrent de porter à leur domicile, rue de Rivoli, 17, ils sortirent, la dame emportant un paquet de dentelles qu'elle mit dans sa poche, et le monsieur passa à la caisse pour solder la facture, qui s'élevait à 118 francs. Il donna en paiement deux billets de banque de 100 francs chacun, et se retira avec la femme.

Quand on se présenta au domicile qu'ils avaient indiqué, il fut répondu qu'on ne les connaissait pas, et le commissionnaire dut rapporter le paquet chez son patron, qui, soupçonnant quelque fraude, fit examiner attentivement les billets donnés en paiement. On reconnut alors que, quoique très bien imités, ces billets étaient faux, et l'on s'empressa de porter plainte contre les deux audacieux voleurs, qui n'ont encore pu être trouvés jusqu'ici, malgré les recherches minutieuses dont ils ont été l'objet. Il y a lieu d'espérer toutefois que, grâce aux renseignements précis fournis sur leur compte par le plaignant, ils ne tarderont pas à tomber entre les mains de la justice.

## LES NOUVEAUX CURÉS

L'archevêque de Paris vient de faire les nominations suivantes :  
Curé de la Madeleine, M. Le Rebours, ancien vicaire général, en remplacement de M. Deguerry ;  
Curé de Saint-Augustin, M. l'abbé Taillandier, curé de Saint-Pierre-de-Chailloy, en remplacement de M. Langénieux, nommé vicaire général.

Le nouveau curé de Saint-Augustin, M. Taillandier, est le frère de M. Saint-René Taillandier, secrétaire général du ministère de l'instruction publique et rédacteur de la *Revue des Deux-Mondes*.

Le nouveau curé de la Madeleine est âgé d'environ quarante-cinq ans, homme du meilleur monde et tenant de son père une trentaine de mille livres de rentes.

## HOMMES ET CHOSES

Il n'est question que d'impôts : impôts par-ci, timbre par-là, exercice, droits d'entrée, droits de sortie, drawbacks, etc. ; c'est un véritable grimoire dans lequel l'honnête homme se perd et ne se retrouve pas du tout.

Tous les hommes compétents ont été appelés à donner leur note ; beaucoup, et des plus forts ont paté. Les commissions, qui n'y entendent guère non plus, pour la majorité, ont bécoté un travail qu'il appartient à l'Assemblée de débrouiller.

L'aveu terrible, et dont nous autres contribuables serons seuls à nous déprécier, car, malgré les explications les plus claires, données par ces « hommes compétents », la lumière ne jaillit pas. La grande affaire, c'est qu'on paie ; on paiera. On paie toujours en France ; tout est là.

Il est une chose qui m'a toujours particu-

lièrement révolté : c'est ce compte fait par un homme pratique, très pratique comme on va voir, et qui nous donne la clef de l'administration française, car tout est dans tout. Si les finances sont à ce point gauloises, le reste doit être à l'avenant. Il va sans dire que le mal remonte haut, et que tous les gouvernements qui se sont succédé ont leur part dans le gâchis.

Ce compte, le voici : L'Etat m'a imposé une contribution de cent francs. Combien croyez-vous, lecteurs, que touche l'Etat ? Je vous le donnerai en mille à répondre, si vous ne le savez pas aussi bien que moi ; mais il y a des vérités qui sont toujours bonnes à répéter, et qu'on ne saurait trop répéter.

Sur 100 francs, l'Etat en touche... 37. C'est fabuleux ! Il y a 63 francs qui passent en frais de perception. Aussi, quand on parle de notre administration — beau rouage, assurément, fonctionnant à merveille, bien propre, bien éduqué, honnête sans contredit — quand on en parle, dis-je, en Amérique, on se tient les côtes pendant des heures entières, et il y a même des financiers de ce pays qui, à force de rire, se sont littéralement détachés la rate.

En Amérique, ce sont les paroisses qui perçoivent les impôts. Faisons-le donc percevoir par les conseils municipaux. Ils n'ont pas grand-chose à faire, ils se réunissent rarement, cela les occupera et ne coûtera pas un sou.

Mais on dira : c'est la Commune ! Eh bien ! après ? — La Commune comme elle, on en veut bien.

Nous envoyons aux Américains leur système de perception des impôts ; ils nous envoient les tableaux de M. Manet. Eh bien ! franchement, je ne m'attendais pas à cela-là !

La littérature et l'art sont en ce moment « dans le marasme », on ne peut en disconvenir ; et malgré les études profondes auxquelles se livre M<sup>lle</sup> Jacquemard sur l'antiquité, je doute que la grande famille des peintres et des sculpteurs soit précisément à la richesse.

L'Américain, élève de Barnum, qui s'est imaginé d'acheter en bloc les toiles disponibles — et Dieu sait s'il y en avait ! — du peintre Manet, a eu là une singulière idée ! Je soupçonne que c'est un fanatique partisan des doctrines de M. Littré qui, s'étant ouvert regardé au miroir, a vu que l'homme n'est qu'un chimpanzé vêtu.

Les bons hommes et les bonnes femmes que cette classification très évidemment, et l'Américain promène son exhibition dans les forêts encore vierges du nouveau monde, où il reste des Peaux-Rouges ou bimanies mal blanches.

Si, au contraire, il s'est persuadé que cette exhibition fera florès à New-York, où les hommes sont généralement beaux et les femmes ravissantes, il y aura un formidable *showing* ! prononcé, ce qui, chez nous, se traduit par : quelle horreur !

O Raphaël ! ô Phidias !... Courbet et Manet ! Ah ! non !

## CONNAISSEZ-VOUS LE BOCCADOR ?

On ne parle que Boccador au palais du Luxembourg depuis quelque temps, et tout le monde en a plein la bouche — *boccador* — de vrais saint Jean ! En prononçant ce nom vénéré, tout le monde fait de petits yeux et de discretes sourires ; on exhume ce brave architecte qui n'aurait jamais eu d'autant d'honneur, après les excès d'indignité auxquels la Commune a exposé sa façade.

La façade de Boccador ! Il faut voir avec quelle composition M. Binder, carrossier et conseiller municipal, émet l'avis qu'elle doit être conservée. Il a des tendresses infinies pour ces treize ou quatorze fenêtres que Miron appelait des baies plus propres à éclairer un palais de ribauds et de ribaudes qu'une maison de magistrats.

Ces fenêtres ont du mérite, assurément ; mais ce sont des fenêtres, après tout, et fort petites, et n'éclairant pas du tout les appartements. Si elles doivent tomber, on les remplacera par d'autres, aussi belles, plus belles peut-être, et plus grandes, très certainement.

Je comprends que M. Binder ait la pensée de les faire monter en épingle, pour le jardin de l'hôtel Carnavalet, si on ne les conserve pas, lui qui se connaît en petites ouvertures ; mais il a trop bien expertisé les quarante carrosses de la ville, ayant coûté huit mille francs et n'en valant que quatre cents, pour qu'on ait grande confiance dans ses enthousiasmes d'architecture.

Il est certain que le carrossier qui a fait monter des voitures de 400 francs au point de les vendre 8,000, était un grand artiste... en boniments ; mais si tous les carrossiers sont de sa force, et cela me semble assez probable, je m'en vais désormais professer pour ce corps d'état une réserve extrême, même quand ils me parleront architecture et Boccador.

Il y a au conseil municipal, élus ou non, des artistes et des littérateurs de talent, tels que MM. Perrin, Alphand, Lockroy, Jobbé-Duval, qui, se contentant d'abord d'appeler l'artiste de la Renaissance Boccador tout simplement, ce qui était son vrai nom, sont d'avis qu'il n'est pas indispensable de conserver ladite façade, et ils le prouvent. Il faut les écouter.

Elle dure bien longtemps, cette discussion, et M. Binder ayant été nommé rapporteur, c'était, assurément, pour qu'il marchât rapidement, en diligence, en poste, à quatre chevaux ; mais, de grâce, assez de Boccador ! Il est enterré depuis longtemps, on ne sait pas où. N'avons-nous pas Charles Garnier ?

## CHRYSALE

## LES TRIBUNAUX

SIXIÈME CONSEIL DE GUERRE  
Présidence de M. de la Porte, colonel du 12<sup>e</sup> chasseurs à cheval

Audience du 16 janvier

ASSASSINAT DES OTAGES

Quoique la plupart des otages ne fassent que raconter des faits déjà connus, leurs dépositions n'en présentent pas moins un certain intérêt : elles servent à fixer définitivement dans l'esprit les divers épisodes de la journée du 24. Parfois aussi, certains accusés, qui semblaient presque oubliés, se trouvent tout particulièrement chargés. Hier, c'était Hure, l'ex-greffier à l'air placide, qui, en attendant tenant les propos empreints de haine à l'égard des prisonniers ; un autre témoin précisait la part exacte prise par Ramin à l'exécution elle-même.

Le public, qui paraît suivre avec passion ces débats, avait la salle d'audience bien avant l'heure. Beaucoup attendent au dehors l'arrivée des accusés, qui sont amenés de la maison de correction et de la prison Saint-Pierre au milieu d'une assez nombreuse escorte de gendarmes et de gardiens de la paix.

Leur entrée dans la salle produit chaque fois une rumeur qui dure encore quand le conseil est en séance. Pigerre, dont on n'a pas oublié

l'imperturbable aplomb, et qui jure de plus en plus qu'il est innocent, est celui qui paraît exciter le plus vivement la curiosité ; mais, lui, regarde tranquillement l'auditoire, et s'offre complaisamment aux lorgnettes braquées sur lui.

Un jeune Polonais, Cieslowski, entendu comme témoin, a fait une déposition très intéressante. Il était délégué à la Roquette.

Voici comment il s'exprime :

Les assassins accueillirent l'archevêque par des clameurs. Le délégué au chapeau prit la parole, mais toute la bande se mit à hurler en même temps : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis des outrages des insultes les plus abominables. Ils l'épouvaient de mots comme *canaille*, *maître*, *maître* : « Vous allez mourir, vous allez mourir ! » Vous allez mourir, vous allez mourir ! Et tous répétèrent en chœur ces mots sinistres. Puis j'entendis



rué de l'Arcade, 9, demeurant actuellement même ville, rue du Faubourg-Saint-Denis, 222.  
 PERRET (Charles), marchand de papiers peints, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 10.  
 PAQUELET (Charles-Emile), ancien mégissier, demeurant à Paris, boulevard Arago, 21.  
 CAEN (Alphonse), dit SANSON fils, marchand de confections pour dames et de fourrures, demeurant à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, 5.  
 Association générale des ouvriers menuisiers en bâtiments CHAFFAUT et Co, à Paris, rue Saint-Maur, 216.

# BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 17 janvier 1872.

## Céréales

Le marché est toujours sans grande animation et sans grande activité.  
 Le blé reste stationnaire. Les menus grains ont une tendance faible.

## Farines de consommation

Les prix n'ont pas changé.  
 Marques hors ligne, 83 s. — Choix, 82 s. — Marque D, 82 s. — Bennes marques, 79 s. à 81 s. — Sortes courantes et ordin. 76 s. à 80 s.

## Farines de commerce

Les farines sont calmes, avec des offres.

## Farines huit marques

Dispen. cour. du mois, 80 s. — Prochain, 81 s. — 4 premiers, 82 s. — Mars et avril, 82 s. 25.

## Farines supérieures

Dispen. cour. du mois, 78 s. — Prochain, 79 s. — 4 premiers, 80 s. — Mars et avril, 80 s. 50.

## Études

En baisse sur les cours d'hiver. Il y a quelques demandes sur les mois.

Dispen. cour. du mois, 109 s. — 3 prochains, 108 s. — 4 d'été, 106 s. — 4 derniers, 104 s.

L'huile de lin est plus faible et fait peu d'affaires.

Dispen. cour. du mois, 100 s. — 3 prochains, 98 s. — 4 d'été, 96 s.

## Trois-six

Le trois-six a fléchi.

Disponible et cour., 55 s. — Prochain, 56 s. 50. — Mars et avril, 56 s. — 4 d'été, 62 s.

## Sucre

La fermeté s'accroît davantage.

88° saccharimétriques, 69 s. 50 à 69 s. 75 — Blancs n° 3, 79 s. 50 à 79 s. — Rafinés, suivant mérite, 152 s. à 153 s.

# VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

**ÉTUDE de M. Charles LE BRUN, avoué à Paris, rue du 29 Juillet, 3, successeur de M. Quatremaire.**  
**VENTE** au palais de justice, à Paris, le mercredi 31 janvier 1872, 2 h. de relevée, En TROIS LOTS, dont les deux premiers pourront être réunis, de :  
 1° PROPRIÉTÉ sise rue Poliveau, 12, 14 et 16. Mise à prix... 100,000 fr. Revenu... 15,000 fr. environ  
 2° PROPRIÉTÉ CONTIGUE à la 1ère sise rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 8 et 10. Mise à prix... 50,000 fr. Revenu... 7,000 fr.  
 3° PROPRIÉTÉ sise rue Poliveau, 38 sise à l'angle de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Mise à prix... 20,000 fr. Revenu... 2,000 fr.  
 S'adresser audit M. Le Brun et à M. Gautier, syndic, 11, rue d'Artois, à Paris.

Audition, en l'étude de M. PIAT, notaire à Paris, rue Turbigo, 1, le mercredi 31 janvier 1872, à une heure, au **COMPTOIR DES VENTES de FONDS DE COMMERCE** (Maison PETITJEAN), exploitée à Paris, rue Montmartre, 12. Mise à prix : 30,000 fr. — Dépositaire préalable : 5,000 fr.

# AVIS AUX ACTIONNAIRES

**3 0/0 ITALIEN**  
 Achat au comptant des Titres anciens et des Certificats de Dépôts, 30, rue Vivienne  
**CHEZ RAPHAËL SOSSA ET Co**  
 Achat et vente de fonds publics.

# RENTE ITALIENNE

On peut encore vendre ou changer les anciens titres et toucher immédiatement le coupon de janvier, en s'adressant à la Banque des Rentes — 5, place de la Bourse.

LA SOCIÉTÉ DU **COMPTOIR DE PARIS** ET DES DÉPARTEMENTS  
 Travaux — Industrie — Finances  
 28, rue d'Angoulême, 28  
 Exécute tous travaux, offre son concours à l'industrie  
 Reçoit en dépôt les comptes-courants et ouvre des comptes de chèques.

**J. TOURNIER & Co**  
 Banquiers, 66, rue Tailbourg  
 Opérations générales de banque et d'émission.

**LONGARDES VA-ÉGYPTIENNES**  
**DETTE CONVERTIE D'AUTRICHE**  
 PERUVIEN, OTTOMAN 1865, etc., etc.  
 Paiement immédiat avec prime des coupons de janvier 1872. Chez E. Berny et Co, banquiers, rue Drouot, 15, à Paris.

# ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

**LAVOIR** de 104 places, machine à vapeur, install. 18 ans, val. 2,000 fr. net 13,000; prix 18,000 fr. — M. BAUDOUIN, bd St-Denis, 16.

**FONDS** d'Epicierie Herboristerie, 10 ans même personne, à céder apr. fort; loy. 1,300; b. 8 ans; net 6,000 fr., pr. 8,000 fr. Bernier, 4, r. Turbigo.

4 tabl. de bains à céder prod. nets, 12, 14 et 18,000 fr. de 30 à 120,000 fr. Plus, b. lav. Liebbe, r. d. Sept, 8.

# INDUSTRIE ET COMMERCE

**GRANDES CAVES DE CHAMPAGNE**  
 Dépôt des vins, rue Richelieu, 95

**DE FOIES FRAIS**  
**HUILE DE MORUE**  
 Maladies de poitrine, affections scrofuleuses, dartrés, maigrir des enfants, affaiblissement général. Douce et facile à prendre. Mention honorable. 2, rue Castiglione, Paris.

Imprimerie, Clicherie, Fonderie SERRIERE et Co, 123, rue Montmartre, 123

**AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE**  
 Depuis trois ans seulement que les CALORIFÈRES GURNEY sont connus en France, le Directeur de la Co de Londres a déjà fait adopter ce système pour chauffer : plus de 100 églises dont 7 cathédrales; 60 maisons religieuses dont 7 séminaires, 3 hôpitaux et 50 châteaux. On envoie la notice et la liste des endroits chauffés. S'adr. boul. St-Martin, 12, Paris

Achetez **DIAMANTS** Argentier et Bijoux très chers.  
 BERNARDINI, orf. - bijoutier, 30, passage Colbert.

**A L'ALLIANCE — HORLOGERIE**  
**BIJOUTERIE & PENDULES**  
 L'ÉPIQUEUR, 61 et 59, r. Rambuteau  
 MONTRES NEUVES en or et argent, 40 fr. MONTRES NEUVES en argent à cylindre, 8 rubis, 35 fr. MONTRES NEUVES riches en or, depuis 50 fr. MONTRES REMONTOIRS en or, depuis 100 fr. Grand choix de pendules et candélabres.  
 Toute l'horlogerie est garantie sur facture. Châsses pour dames en or et argent, 50 fr. Chaînes de gilet en or, depuis 35 fr. 40, 50 et au-dessus. Expédite contre un mandat sur la poste. (Affranchir.)

**COMPAGNIE FRANÇAISE D'ALIMENTATION**  
 Grandes médailles à toutes les Expositions  
**JULIENNE NOUVELLE**  
 Légumes desséchés et comprimés  
**SALICISSONS DE POIS AU LARD**  
 Aliment instantané pour potages, purées, ragouts, etc.; nourriture saine, délicate, économique. Entrepôt central : 28, rue des Poitevins-Ecuries, Paris. — Exiger la marque de fabrique.

# AVIS DIVERS

Pour monter **UNE MAISON COUTURE** à Paris  
 Nous lions, ou demandons des employés intéressés, possédant une bonne clientèle d'habits, provinces ou à l'étranger. Très belles positions. *Au besoin d'argent. Ecrite franco, bureau restant, V. A. n° 3*  
 ON désire acquies un client de médecine, à Paris. S'ad. A. M. Liebbe, r. du 4-Septembre, 8.

**UNE MAISON DE MACON** demande un voyageur neuf et à grande vitesse pour la destination. S'adresser à M. MAYER, rue Montmartre, 154.

# AVIS MARITIMES

**RIO-JANEIRO, MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES**  
 Service postal belge. Ligne rapide. Départs le 1<sup>er</sup> de chaque mois. Le *Bonita* steamer neuf et à grande vitesse partira le 1<sup>er</sup> février. Connaissances signés de Paris à destination. Pour expédition et passage s'adresser : A. P. PÉRIER, agent de la ligne, 22, rue Drouot.

# COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES

L'administration a l'honneur d'informer le public qu'elle assure la correspondance à Alexandrie des paquebots français avec les expéditions de la poste anglaise pour l'extrême Orient, les départs de Marseille pour l'Egypte auront lieu, à dater du 18 janvier courant, le jeudi de chaque semaine, à midi.

# HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

**Le Docteur R. A. GOODENOUGH,**  
 Dentiste américain, 14, rue Halévy.  
**OPÉRATIONS SANS DOULEUR**

# VICES DU SANG

Maladie de la peau, des voies urinaires et des organes internes, cancers, épilepsies, asthmes, etc. ON NE PAIE que le succès. Le Sirop de VACONSIN, rue de Valenciennes, 12, de 3 à 5 h. (Affranchir.)

# Eau et Pommes VACONSIN

Chute des cheveux, pellicules, démangeaisons, dartres.

# EXPOSITION UNIVERSELLE 1867

Exposition du Hiver, 1868

# EAU DES FÈES

Rien à craindre dans l'emploi de cette Eau merveilleuse dont Madame SARAH RÉMY s'est faite la propagatrice.

Entrepris général, Paris 43, rue Richer. Dépôts chez les principaux coiffeurs et parfumeurs.

**VENTE D'ÉTALONS**  
 de Pouliniers et de Produits  
**DE PUR SANG ARABE**  
 Le Vendredi 9 Février 1872  
 Il sera procédé, dans l'enceinte de l'Hippodrome

# AU CAIRE

à la vente aux enchères publiques de

10 ÉTALONS  
 35 POULINIERS  
 45 PRODUITS

Des catalogues détaillés sont tenus à la disposition du public, au Caire et à Alexandrie.

Ils seront envoyés à toute personne qui en fera la demande.

# GRAND-HOTEL,

13, BOULEVARD DES CAPUCINES, PARIS.  
 100 CHAMBRES ET SALONS.  
 MEUBLES AVEC LES PLUS GRANDS CONFORTABLES.  
 DÉJEUNER 5 fr., PAR JOUR.

# TABLE D'HÔTE

Déjeuner à 4 fr., vin compris.  
 Dîner à 6 fr., vin compris.  
 Déjeuner et Dîner à la carte.

ABONNEMENTS A PRIX FIXES.  
 Comportant le logement, le chauffage, l'éclairage et la nourriture.  
 DÉJEUNER 20 fr., PAR JOUR.

Les Annonces, Réclamations et Avis divers sont reçus chez MM. Ch. LAGRANGE, CERF ET Co, — 6, place de la Bourse, 6

# BULLETIN MÉDICAL

## MALADIES

# POITRINE

Leurs causes, leurs dangers, leur guérison.

Opinion de MM. les professeurs ANDRAL, CHOMEL, CHOUVEILLER.

Par la texture compliquée et délicate des principaux organes contenus dans la cavité thoracique, par la continuité des mouvements qu'exigent leurs fonctions, par l'importance même de ces fonctions, les maladies qui ont leur siège dans cette partie du corps sont des plus graves et des plus fréquentes. Aussi ont-elles de tout temps excité l'attention des médecins et des thérapeutes les plus distingués.

C'est surtout aux extrêmes de la vie, dit le célèbre professeur CHOUVEILLER (1), dans la vieillesse comme dans l'enfance, c'est-à-dire chez les individus qui n'ont pas assez de force pour neutraliser les influences extérieures, qu'on observe ces diverses affections.

(1) Dictionnaire de Médecine et de Chirurgie pratiques.

Elles sont plus fréquentes dans les pays froids, secs, exposés aux vents ou à des variations dans la température, que dans les climats chauds, où l'air est moins sujet à de brusques variations.

## Des causes

ACCIDENTELLES OU HÉRÉDITAIRES.

Opinion de M. le docteur CHOMEL, professeur à la Faculté de médecine de Paris.

Les causes qui peuvent déterminer les maladies de poitrine sont de deux natures : elles sont accidentelles ou héréditaires. Parmi les premières, nous citerons surtout dans l'enfance la première dentition, une des périodes les plus funestes pour la vie. En effet, lors de la sortie des dents hors des alvéoles, il se déclare souvent chez l'enfant une toux nerveuse, convulsive, revenant par quintes, qui dégénère bientôt en une affection de poitrine, si on tarde à combattre l'irritation et l'inflammation générales.

Dans un âge plus avancé, — les excès de tous genres, — le chant, — la déclamation, — une course rapide à pied ou à cheval dans une direction opposée aux vents, — l'impression du froid sec ou humide, — l'usage de boissons trop froides, — le repos ou le sommeil dans un endroit frais ou dans un courant d'air, — l'usage de vêtements trop légers ou ne recouvrant pas la poitrine (1), les transitions brusques du chaud au froid.

(1) Andral, article Pneumonie du Dictionnaire de Médecine et de Chirurgie pratiques, par J.-E. Baillière.

sont autant de causes qui déterminent ces affections si variées, contre lesquelles viendront un jour échouer tous les efforts de la science.

## Des moyens proposés

POUR COMBATTRE LES MALADIES DE POITRINE.

Dangers des préparations opiacées; propriétés de l'hibiscus esculentus de Linné.

Pour combattre les maladies de poitrine on a tout employé : — le camphre, — le chloroforme, — les purgatifs, — les révulsifs, — les narcotiques, — les préparations antispasmodiques et une foule de préparations tenant soit de l'opium, soit des matières animales. Ces diverses préparations, qui s'annihilent et s'entraînent, et dont le praticien ignore presque toujours la formule, sont aujourd'hui rejetées par la majorité des médecins comme impuissantes et souvent même dangereuses.

Il n'en est pas de même des fruits de l'hibiscus esculentus de Linné, appelé en Orient NAFÉ d'Arabie. L'efficacité de cette substance, son action ennuimant douce et calmante, ont été reconnues et proclamées par tous les pharmacologistes les plus célèbres. Aussi depuis longtemps M. Delangevin, 26, rue Richelieu, frappé des succès obtenus en Orient à l'aide de l'hibiscus a-t-il eu l'heureuse idée de composer, avec les fruits de cette plante, une pâte et un sirop qui

en contiennent tous les principes pectoraux et antiphlogistiques.

Ces préparations, de l'avis des plus célèbres médecins, parmi lesquels nous pouvons citer MM. ALBERT, BARBIER, BROUSSAIS, CHAUSSIER, GUÉRARD, JACQUET, LAMBLADE, LARREY, MARJOLIN, MOREAU, PASQUIER, PINEL, ROUX, VEUPEAU, etc., constituent un des moyens thérapeutiques les plus puissants et les plus efficaces contre les affections de poitrine en général et en particulier contre la toux tenace, les catarrhes, l'asthme, les bronchites (grippe), la coqueluche, les palpitations, et dans tous les cas où les sécrétions sont indurcies. Leurs effets peuvent être comparés aux services que rendent chaque jour dans la pratique médicale le quinquina, l'iodé, le camphre, le fer.

Dans leur savant rapport sur les préparations de Nafé, MM. Barpuil et Guitteau, chimistes de la Faculté de Paris, ont constaté que ces préparations ne contiennent aucune substance opiacée et qu'elles ne devaient leurs propriétés pectorales et lenitives qu'au fruit de l'hibiscus, qui en forme l'unique base.

Indépendamment de leurs propriétés antiphlogistiques, ces préparations, d'une saveur fort agréable, possèdent des principes balsamiques qui, en calmant l'inflammation des organes pulmonaires, les fortifient et les rendent plus propres à supporter toutes les intempéries de l'air.

## Du mode d'emploi

DES PRÉPARATIONS PRÉCÉDENTES

Bien que le mode d'emploi de ces préparations soit toujours laissé aux soins éclairés du médecin, voici ce que les praticiens prescrivent le plus souvent :

« On prend un morceau de Pâte de Nafé toutes les fois qu'on éprouve le besoin de tousser ou d'expectorer; on le laisse fondre lentement dans la bouche, afin que le mucus que cette Pâte renferme se dépose insensiblement sur les parois des membranes muqueuses et se conserve ainsi de l'influence de la température.

« Le Sirop devra être pris peu de fois, et le soir en se couchant, à la dose d'une cuillerée pour les personnes et d'une cuillerée à café pour les enfants. On pourra le prendre encore dans des tisanes ou dans du lait.

« Outre l'emploi de ces préparations, M. le professeur Chomel (1) conseille aux malades une nourriture analeptique, — l'habitation à la campagne dans un lieu exposé au sud ou à l'est, — un exercice doux, soit à pied, soit en voiture, — l'usage de boissons mucilagineuses, telles que les infusions de violette, de mauve, de bouillon blanc, de quatre fleurs, qu'on édulcore avec le Sirop de Nafé.

C'est à l'emploi de ces moyens sagement combinés qu'est due la guérison d'une foule de maladies de poitrine qui avaient été rebelles à l'emploi de tous les agents thérapeutiques.

F. LEVASSEUR, D.-M., Rédacteur en chef du sixième siècle.

(1) Article Pneumonie du Dictionnaire de Médecine.

# BULLETIN SCIENTIFIQUE

## HYGIÈNE DES FEMMES

DES CAUSES GÉNÉRALES D'AMAIORISSEMENT ET DE FAIBLESSE CHEZ LA FEMME AUX PRINCIPALES ÉPOQUES DE LA VIE

Si par la nature de son organisation nerveuse et impressionnable, par la mission divine qu'elle est appelée à remplir comme mère, par ses goûts, ses habitudes, la femme est sans cesse sous l'influence des causes générales d'amaigrissement et de faiblesse, c'est surtout à l'époque de la nubilité, pendant la grossesse et vers l'âge critique, que ces causes agissent avec plus d'intensité et peuvent avoir pour la santé des conséquences funestes. En effet, il s'opère alors chez la femme un changement profond, une transmutation intime, et il n'est pas rare de voir chez elle un état de langueur et de marasme, et tout un cortège de maladies profondes, de douleurs lentes, succéder à tous les signes de la santé, de la force et de l'embouppement.

## DE L'ALLAITEMENT MATERNEL

(Ses avantages.)

S'il est un fait évident, c'est assurément l'utilité de l'allaitement naturel et pour la mère et pour l'enfant. La mère évite ainsi les accidents qui peuvent résulter de l'enorgement du tissu mammaire, de la fièvre puerpérale, de la fièvre de lait, etc. l'enfant y trouve une alimentation appropriée son âge et à son organisation. Et comme l'ait dit avec raison un des plus illustres chimistes de notre époque :

« Le lait de la mère est une panacée contre tous les maux de l'enfant; il le nourrit, il le soulage, il le console. Le lait artificiel le nourrit péniblement. Après s'en être repu, on voit qu'il lui manque encore quelque chose. Ses lèvres semblent rechercher la coupe qui seule saurait le désaltérer; et si la douleur envahit cette existence incomplète, il faut la science de la médecine luttant longuement contre un mal qui a une goutte de nectar maternel aurait dissipé sur l'heure. »

Toutefois nous devons reconnaître, l'allaitement naturel est aussi une des causes qui exercent la plus funeste influence sur la santé de

la femme. Il détermine souvent un relâchement du tissu mammaire, la perte de l'embouppement, et peut occasionner certaines maladies de l'estomac et de la poitrine, origine de nombreuses affections.

## DES SYMPTÔMES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTAT DE FAIBLESSE CHEZ LA FEMME.

Parmi les symptômes qui caractérisent un état général de faiblesse et d'anémie chez la femme, nous citerons surtout la coloration de l'enveloppe cutanée; la peau ressemble à de la cire vierge; elle est d'un blanc jaunâtre et transparent. Les yeux sont cernés, la conjonctive est d'un blanc-bleuté, qui donne aux yeux une expression de langueur; le pouls est faible, la respiration gênée, les digestions difficiles, l'appétit supprimé et souvent remplacé par le désir d'aliments sapides, tels que les fruits acides ou verts, le vinaigre, etc.

A ces symptômes s'ajoute le plus souvent une tendance à l'inaction, à la contemplation, alternant avec une tristesse insurmontable.

## MOYENS HYGIÉNIQUES ET PRÉSERVATIFS

(Aliments analeptiques.)

Si, dans les circonstances ordinaires de la vie, on ne peut se dispenser des soins d'hygiène en général, c'est principalement à ces diverses époques que l'observation de ces soins, une alimentation saine et réglée, deviennent une nécessité indispensable.

« Les modifications hygiéniques occupent ici une place importante. Les habitudes doivent être saines et bien aérées. La nourriture consistera en viandes blanches ou rouges, légumes, potages, etc. — Pour boissons, on fera usage d'un mélange de vin de Bordeaux et d'eau ferrugineuse naturelle ou factice. »

L'alimentation qui sert au premier déjeuner, destiné, comme on sait, à préparer l'estomac à recevoir les autres repas, mérite de fixer au plus haut degré l'attention du malade et du médecin. Elle doit se composer exclusivement de substances analeptiques et féculentes.

Parmi les principaux analeptiques, le plus salubre, celui que les médecins célèbres : MM. Andral, Moreau, Broussais, Blache, Jadelot, Poirrier, Barreau, Renard, etc., recommandent aux dames enceintes ou nourrices, aux enfants et aux personnes faibles ou convalescentes, est l'aliment connu depuis longtemps sous le

nom de *Racahout des Arabes* et approuvé par des membres de l'Académie de médecine.

« Nous citons ici les observations de praticiens distingués constatant les bons effets qu'ils ont retirés de cet aliment.

## ACADÉMIE DE MÉDECINE

« J'ai fait usage du *Racahout*, préparé par M. Delangevin. Cette substance alimentaire, qui est d'un goût agréable, d'une digestion facile, me paraît devoir être introduite avec avantage dans nos usages domestiques; je pense que cette préparation offrira dans tous les temps un aliment convenable aux convalescents, aux dames enceintes ou nourrices, et surtout aux enfants, chez lesquels il réussit parfaitement. »

MOREAU, D.-M., président de l'Académie de médecine, professeur à la Faculté de médecine et accoucheur de St. M. la rue des Bais-à-Peuvre.

« J'ai fait usage du *Racahout des Arabes*, je l'ai ordonné à plusieurs personnes, et j'ai trouvé d'un excellent effet, réunis à la propriété adoucissante, celle de fortifier et de nourrir les estomacs les plus délicats. »

BROUSSAIS, D.-M., professeur à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Institut de France et de l'Académie de médecine.

« Le *Racahout* est une préparation alimentaire tonique qui me paraît susceptible d'être employée avec avantage. Elle convient surtout aux personnes faibles, convalescentes ou valétudinaires. Ces bons résultats sont obtenus à un grand nombre d'individus qui s'en trouvent très bien. »

JADELOT, D.-M., médecin en chef de l'hôpital de Enfants.

« J'ai ordonné avec succès à mes malades, lors de leur convalescence, l'usage du *Racahout des Arabes* comme adoucissant, de très faciles digestion et qu'il est très incontestable pour les personnes dont l'estomac est fatigué ou malade. »

FOUQUIER, D.-M., médecin en chef de l'hôpital de la Charité, professeur à la Faculté de médecine.

« Le *Racahout* est une substance jouissant de propriétés nutritives très prononcées et qui me paraît très facile à digérer. Je suis d'avis qu'elle peut être fort avantageusement employée pour l'alimentation des enfants. »

BARON, D.-M., membre de l'Académie de médecine, ancien médecin des Enfants de France.

« Je déclare avoir fait usage de la substance appelée *Racahout des Arabes*, et je trouve qu'elle est une qualité nutritive tonique et d'une odeur analogue à celle du chocolat; en outre qu'elle est très facile à digérer et convient aux personnes faibles de poitrine et aux estomacs fatigués. »

RENAUDIN, D.-M., médecin en chef de l'hôpital Beaujon, membre de l'Académie de médecine.

# PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 17 JANVIER 1872

## OPÉRA. — 7 h. 3/4

**FAUST**  
 op. 5 a., Barbier, M. Carré, mus. Gounod.

Faust, Méphistophélès, Valentin, Wagner, Marguerite, Sibel, Marthe.

Boisgarny, Gailhard, Rouilly, Gaspard, De Kérabon, Thérèse, Renoit, An